

MÉTHANE DES VACHES

Réduire les rots pourrait devenir marchand

Moins d'émissions donnerait droit à des crédits carbone attribués par l'État et commercialisables. C'est ce que défend l'association Bleu Blanc Cœur.

Les accords de Kyoto contre le réchauffement climatique exigent de la France des émissions de gaz à effet de serre (GES) en 2012 au niveau de 1990. Sa croissance économique l'oblige à engager des efforts pour le maintenir. Aujourd'hui, les pouvoirs publics demandent peu au secteur agricole qui est responsable de 18,5 % des émissions nationales. En cause pour 40 % : le méthane issu des bovins et des déjections animales. Malgré tout, l'État français se dit ouvert à tout projet agricole, proposé sur la base du volontariat, contribuant d'ici à la fin 2012 à la diminution des GES. En contrepartie de réductions – vérifiées par un organisme habilité – il attribuerait des crédits

40 % des émissions de gaz à effet de serre agricoles proviennent du méthane produit par les bovins et des déjections



© CLAUDIUS THIRLET

carbone. L'apporteur de projet pourrait ensuite les vendre sur le marché européen ou mondial du carbone ou à une entreprise intéressée.

C'est dans ce cadre que Bleu Blanc Cœur a déposé au ministère de l'Écologie, il y a un an, une méthodologie de mesure de la réduction des émissions de méthane entérique des troupeaux laitiers. Connue pour la promotion du lin dans l'alimentation, l'association regroupe des fabricants d'aliments – dont Valorex, le principal fournisseur –, des industriels (Danone, Sodiala, etc.) et leurs éleveurs pour une

collecte de 500 Ml valorisés sous le logo BBC.

Cette méthodologie s'appuie sur un brevet, déposé par Valorex et l'Inra en 2008, établissant le lien entre la teneur en acides gras saturés du lait et les émissions de méthane. Grâce à l'analyse des premiers par rayon infrarouge, l'évaluation des secondes est désormais possible en routine pour 80 % des rations pratiquées. « Cette méthodologie de mesure est la première étape avant d'envisager la seconde, à savoir la présentation aux pouvoirs publics d'un projet de réduction significative du méthane, insiste Pierre Weill, président de BBC. Lorsque nous recevrons l'aval des pouvoirs publics – que nous espérons imminent –, nous sommes prêts à la mettre à disposition en

concedant une licence gratuite du brevet aux organismes non lucratifs et moyennant des royalties à ceux avec activité commerciale. »

Les éleveurs, véritables porteurs du projet

« Développer des projets de réduction des émissions des vaches laitières serait innovant, apprécie le ministère de l'Écologie. Cela soulève d'ores et déjà un certain nombre de questions. » À commencer par la répartition de la rémunération des crédits carbone. « Les véritables porteurs du projet sont les éleveurs mais ils n'ont pas la dimension suffisante pour négocier les crédits sur le marché du carbone, analyse-t-il. Il ne faudrait pas que cette rémunération soit accaparée par l'industriel ou le fabricant d'aliments. » En rassemblant les différents acteurs de la filière, BBC estime contourner cet écueil si elle se lance dans cette aventure à partir de l'utilisation de la graine de lin extrudé. L'Inra de Clermont-Ferrand a montré qu'elle diminue la fabrication de méthane des laitières. « Les fonds obtenus contribueraient au financement de la promotion des produits estampillés BBC. Nous voulons les ancrer auprès des consommateurs pour parvenir à un prix du lait plus élevé. » ■ CLAIRE HUE

« Il ne faudrait pas que la rémunération des crédits carbone soit accaparée par l'industriel ou le fabricant d'aliments. »